

L'État français face à un déficit d'attractivité en tant qu'employeur

Article rédigé par *Contrepoints*, le 13 mai 2023

Source [Contrepoints] : L'État est confronté à un manque de vocation croissant dans la fonction publique, qui semble témoigner d'une crise plus profonde de la relation au travail et à l'État.

« Les Français aiment l'État ».

Ils semblent tellement l'aimer que 58 000 postes dans la fonction publique ne sont pas pourvus, obligeant le gouvernement à mettre en place [tout un dispositif de séduction](#) pour tenter de combler ce déficit de main-d'œuvre. Il semble donc bien que ce ne soit plus le cas. L'État, du moins comme [employeur](#), ne suscite plus le grand amour.

On peut chercher des causes économiques à cette pénurie de vocations, en particulier les salaires plutôt bas et la faible perspective de revalorisation. Mais longtemps, sécurité de l'emploi et multiples avantages, directs et indirects, ont été suffisants pour compenser la médiocrité du deal financier.

Changements dans la relation au travail et la relation à l'État

L'État n'est pas le seul à rencontrer des difficultés à recruter.

De nombreux secteurs économiques sont confrontés à une sévère [pénurie de main-d'œuvre](#). C'est le cas des métiers réputés difficiles : hôtellerie, restauration, bâtiment, aide à domicile, transport... Mais il manque également, et assez chroniquement, d'informaticiens, de préparateurs en pharmacie, de kinésithérapeutes, de vétérinaires, de prothésistes dentaires... On sort très souvent des [chiffres faramineux](#) (de l'ordre de plusieurs millions) concernant les besoins de l'[économie française](#).

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)